

Toile filante : rencontres, mémoires, parcours, Henryane de Chaponay et Lygia Segala, 2012,
<http://henryanedechaponay.free.fr>, 378 p.

François Doligez

Number 328, April 2013

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1015534ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1015534ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association Recma

ISSN

1626-1682 (print)

2261-2599 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Doligez, F. (2013). Review of [*Toile filante : rencontres, mémoires, parcours*, Henryane de Chaponay et Lygia Segala, 2012, <http://henryanedechaponay.free.fr>, 378 p.] *Revue internationale de l'économie sociale*, (328), 128–129. <https://doi.org/10.7202/1015534ar>

complémentarité au travers d'une interface (y compris par hybridation avec les politiques de redistribution organisées par l'Etat), contradiction avec paralysie réciproque ou domination d'une logique sur une autre. Alors que la référence au marché et à l'efficacité du secteur privé demeure l'horizon indépassable du développement agricole et rural, l'ouvrage présente l'intérêt d'ouvrir la perspective par sa lecture de la réciprocité, afin de reconsidérer la question paysanne et d'analyser les politiques publiques. Il abonde, en ce sens, le regain d'intérêt que portent les socioéconomistes (au sens large) au principe de réciprocité dans le renouveau théorique autour de l'économie sociale et solidaire, le rôle potentiel des institutions non marchandes dans l'efficacité du fonctionnement du marché et leur place dans les politiques de développement durable.

FRANÇOIS DOLIGEZ,

IRAM-UNIVERSITÉ DE RENNES-1

Toile filante:
rencontres, mémoires, parcours
Henryane de Chaponay et Lygia Segala,
2012, <http://henryanedechaponay.free.fr>, 378 p.

Il est parfois difficile, dans le milieu de l'économie sociale et solidaire, de se raconter à la première personne ou d'évoquer les parcours personnels au sein d'initiatives par nature collectives. Ce risque a été pris, en partie, par Henryane de Chaponay, qui dans une maïeutique à quatre mains avec une anthropologue brésilienne, Lygia Segala, a ouvert ses archives pour partager son itinéraire dans un « beau livre » richement illustré.

L'ouvrage, préfacé par Stéphane Hessel, restitue le milieu familial, issu de grandes lignées de la noblesse européenne et qui projette Henryane au Maroc au moment de l'indépendance. Proche de l'équipe Ben Barka, elle participe aux premiers contacts avec

Emmaüs qui permettront de lancer dès 1957 les mouvements d'animation rurale ainsi que l'Institut de recherches et d'applications des méthodes de développement (Iram), association de solidarité internationale avant l'heure.

La démarche d'animation rurale fait tache d'huile dans différents pays du Maghreb, d'Afrique subsaharienne et d'Amérique latine, notamment en appui aux réformes agraires et à l'organisation des producteurs agricoles, tout en s'interrogeant en permanence sur le « *risque d'enlèvement* » en « *tant qu'appoint à des actions techniques ou économiques ne remettant pas en cause les pouvoirs* » (Yves Goussault, 1970, cité p. 191). Une étude aura même lieu en 1967 sur l'« *animation et la promotion collective en France dans les structures de participation nationales et locales* » (p. 179) et plusieurs expériences seront visitées sur le terrain, en particulier dans la vallée du Grésivaudan, en Isère, dans le Mené, en Bretagne, ou dans le Rouergue, en Aveyron.

Après l'Iram, Henryane travaille auprès du comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD) et accompagne l'évolution de ce dernier d'une mission d'aide à la transformation sociale, en appuyant la redéfinition du partenariat et de la solidarité. Les réseaux tissés en Amérique latine l'invitent ensuite à s'investir dans le centre d'étude du développement en Amérique latine (Cedal). Mais ce « *lieu de rencontre* » suscitant groupes de discussion et d'études ainsi que « *recherches collectives de base* » associe progressivement réseaux syndicaux, militants de l'action sociale et chercheurs. Il n'est pas surprenant qu'il amène Henryane à suivre de près le lancement du processus du Forum social mondial au début des années 2000.

Illustré de nombreux croquis, photos et documents et parsemé d'entretiens et de témoignages (notamment avec Dominique et Patrick Viveret, p. 307-318), ce livre pourra irriter certains lecteurs soucieux de linéarité et de recul analytique. Il constitue

néanmoins l'album d'un témoin engagé du « court XX^e siècle » et même d'un peu au-delà.

FRANÇOIS DOLIGEZ,

IRAM-UNIVERSITÉ DE RENNES-1

La transition écologique de l'économie : la contribution des coopératives et de l'économie solidaire

Louis Favreau et Mario Hébert.

Presses de l'université du Québec, coll. « Initiatives », 2012, 152 p.

Ce petit livre de conviction sur les enjeux de la transition écologique de l'économie et le rôle que les coopératives et l'économie solidaire peuvent y tenir est une « *synthèse accessible* », comme le précise la ligne éditoriale de la collection. Si le contexte québécois tient dans cet ouvrage un rôle non négligeable, son point de départ est une série de rencontres internationales, dont les Rencontres du Mont-Blanc (RMB) de la fin 2011 ont été le pivot. C'est donc comme suite et prolongement des réflexions développées alors, mais aussi en vue de la conférence Rio+20 que les auteurs ont composé ce livre. A ces égards, celui-ci est assez circonstanciel : c'est un ouvrage d'intervention, politique dans le sens des propositions concernant l'organisation du monde.

L'ESS aux points de basculement du monde

Il est composé de sept chapitres. Le premier brosse un portrait du « *basculement du monde* » opéré depuis trois décennies et dans lequel est apparue « *l'urgence écologique* ». Les coopératives et plus largement l'économie solidaire (ou l'économie sociale et solidaire, la terminologie employée par les auteurs fluctue) doivent intégrer les leçons de ce basculement et proposer des « *alternatives viables, crédibles et durables* » à l'économie capitaliste de marché, la piste privilégiée ici étant « *un secteur non capitaliste d'entreprises sous contrôle démocratique* » (p. 9). Ces alternatives doivent être marquées par

la démocratie, l'autonomie et le pluralisme (p. 11) et saisir les questions sociales dans toutes leurs dimensions, et particulièrement celle écologique (p. 18). La thèse centrale du livre est ainsi que, pour les questions environnementales principales autour desquelles tournent l'énergie, l'agriculture, la foresterie, les services collectifs, la solidarité nord-sud et la diversification et la territorialisation de l'économie, « *le mouvement coopératif, et l'ESS en général, est bien positionné pour agir* » (p. 18).

Le deuxième chapitre précise la crise écologique, qui constitue la pire menace pesant aujourd'hui sur le modèle capitaliste. Elle est triple : climatique, énergétique et alimentaire. Leur croisement nous promet « *un saut qualitatif vers le pire* » (p. 25), et c'est ainsi que « *l'urgence écologique [est] en passe de devenir une question plus décisive, celle qui est en voie d'en structurer bien d'autres* » (p. 26). C'est la raison pour laquelle une transition écologique de l'économie est nécessaire. Le troisième chapitre présente l'économie sociale et solidaire comme une force de cette transition, articulant dynamiques d'économie populaire au sud et d'économie sociale et solidaire au nord, avec un accent particulier sur le monde coopératif. L'utopie mobilisatrice est ainsi posée : « *Il n'est pas interdit de penser à l'émergence au XXI^e siècle d'une nouvelle utopie, une sorte de New Deal écologique, d'une entente générale entre les Etats, cette fois-ci à l'échelle mondiale, visant un développement durable* » (p. 63). Le chapitre s'achève avec la plateforme que les RMB ont adoptée pour s'adresser directement aux pouvoirs publics nationaux et aux institutions internationales. Les trois chapitres suivants approfondissent les points de cette plateforme en déclinant trois thématiques environnementales à partir de la même grille : les questions énergétiques et climatiques (chapitre quatre), les questions agricoles et forestières (chapitre cinq) et le rapport des Etats aux territoires et aux communautés (chapitre six) sont abordés d'abord en en présentant l'enjeu, ensuite en montrant